

## SOMMAIRE

### Page 1

Les clés de l'énergie.  
L'avenir du port de Dieppe.

### Page 2

Le gâchis de Roumois-Seine.  
L'Armada 2019.

### Page 3

La preuve par JLD.  
Hervé Morin enfonce le clou.

### Page 4

Le modèle "Seine-Eure".  
Les investissements.

### L'avenir du port de Dieppe.

La chambre régionale des comptes vient de publier son rapport d'observation sur la gestion du syndicat mixte du port de Dieppe, présidé par Hervé Morin. Ce rapport arrive au bon moment puisque le port de Dieppe rejoindra PNA, également présidé par Hervé Morin, le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Que disent les magistrats ?

- En dépit des efforts entrepris, la situation de l'établissement reste fragile puisqu'elle dépend trop des activités transmanches dont personne ne peut prédire les évolutions.
- Entrepris depuis plusieurs années, le rééquilibrage des activités est insuffisant. Un exemple, le secteur de la plaisance, encore excédentaire aujourd'hui, connaît une évolution défavorable.
- Autre remarque : le syndicat mixte dépend trop des financements de la Région ; les autres partenaires ne sont pas assez présents.

Quelles sont les solutions ?

Les magistrats pensent qu'une nouvelle stratégie doit être élaborée dans le cadre régional (celui de PNA), qu'il faut être plus sélectif sur les projets d'investissement et que la mutualisation des coûts de la matière grise avec Cherbourg et Caen est le moyen de réduire les charges.

## Les clés de l'énergie...

### • Finalement, c'est l'État qui décide...

Depuis 10 ans, les principaux responsables normands pensent que le futur industriel de la région est celui de la filière "énergies". Ils ne pensent pas au pétrole, au gaz ou au charbon, non, mais surtout à l'électricité qu'ils veulent produire - durablement - de multiples façons.

Ici, les atouts de la Normandie sont importants :

- Il y a d'abord le nucléaire, avec le "carénage" des 8 tranches et la prochaine mise en service de l'EPR de Flamanville, dans l'attente d'un hypothétique deuxième réacteur à Penly dont Hervé Morin souhaite la réalisation.
- Il y a ensuite l'éolien en mer avec la longue gestation des parcs de Courseulles, Fécamp et Le Tréport, points d'appui d'une nouvelle aventure industrielle dont les usines de pâles du Havre et de Cherbourg seront les symboles les plus évidents.
- Il a enfin les autres EMR avec, en particulier le site exceptionnel du Raz Blanchard dont les courants de marée pourraient être valorisés grâce à des fermes hydroliennes ultra-modernes.

Mais soyons précis. Quand ils pensent à la filière, les Normands ne pensent pas seulement à l'électricité, ils s'intéressent aussi à l'hydrogène et au biométhane qui font l'objet de projets, parfois industriels, souvent artisanaux, soutenus par de nombreuses collectivités.

- Au total, plus de 10 Md€ d'investissement sont engagés ou annoncés dans les 7 ans à venir. Tous les grands groupes regardent la Normandie : EDF, ENGIE, Air-Liquide, Siemens, Gamesa, General Electric, Naval Group, Atlantis... Hervé Morin s'en félicite : de son point de vue, c'est la reconnaissance du caractère stratégique de la région.

*Mon commentaire : l'ennui, c'est que beaucoup de projets tardent à se réaliser. Il faut dire que les discussions entre l'État et les industriels sont longues et compliquées ; les responsables normands en sont les témoins impuissants, ils attendent, espèrent, doutent et vitupèrent... sans pouvoir débloquer les situations. Trois dossiers illustrent cette impuissance : la construction des usines Siemens-Gamesa au Havre, le projet H2V Product à Port-Jérôme, les hydroliennes d'Atlantis au Raz Blanchard ; dans tous les cas, c'est l'État qui décide.*

### • Les usines Siemens-Gamesa.

Au Havre, on en parle depuis 4 ans comme le signe d'un renouveau industriel. Mais voilà, la renégociation des tarifs d'achat de l'électricité voulue par le gouvernement fragilise le projet et oppose ses partisans.

- Tandis qu'ENGIE accepte de négocier, le consortium Siemens-Gamesa annonce qu'il pourrait "redimensionner son projet à la baisse" tout en s'interrogeant sur le manque de soutien de la Région. Au Havre, le député communiste Jean-Paul Lecoq tire dans le même sens : "Il semble que la collectivité veuille privilégier le site de Cherbourg et General Electric au dé-

## Le gâchis de Roumois-Seine.

Mauvaise nouvelle : Benoit Gatinet, le président UDI de la communauté de communes de Roumois-Seine (Bourg-Achard - 27), n'a pas réussi à faire voter son budget 2018 en raison de l'opposition de nombreux élus qui contestent sa gestion.

- Le 20 avril, le préfet de l'Eure, Thierry Coudert, a donc saisi la Chambre régionale des comptes afin qu'elle lui fasse des propositions pour "régler le budget par voie d'arrêt". Les pouvoirs budgétaires de la collectivité ont donc été suspendus faute d'élus en situation pour les assumer.
- Ce blocage n'est pas une nouveauté. Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2017, Roumois-Seine n'a jamais bien fonctionné. Rappelons qu'elle résulte du mariage "obligé" de 4 communautés de communes (Roumois Nord, Amfreville-la-Campagne, Bourgheroulde-Infreville, Quillebeuf-sur-Seine) qui forment un ensemble de 51 300 habitants, bien positionnée sur la rive sud de la Seine, à la croisée de 3 champs de forces différents : celui de la Métropole, celui de la CODAH, et Seine-Eure Agglo (l'ex-CASE).
- Mais dès le début, les choses ont été compliquées. Résultat, le 1<sup>er</sup> janvier dernier, 5 communes sont parties rejoindre d'autres intercommunalités ; l'hémorragie n'est pas terminée puisque de nombreux élus s'interrogent sur "d'autres sorties possibles". Bref, on assiste au démembrement progressif de cette intercommunalité. Quel gâchis !

*Commentaire : ce territoire est "stratégique" pour la Normandie. Situé entre Rouen et Le Havre, en bordure de la Seine, au carrefour de l'A.13 et de l'A.28, avec des réserves foncières propices à la logistique, il possède toutes les qualités pour devenir l'une des grandes plates-formes de développement de l'Axe-Seine, tout en préservant son caractère rural et ses atouts touristiques. Le délitement d'aujourd'hui a de quoi désespérer ses services administratifs qui se battent pour le valoriser. De leur côté, Sébastien Lecornu et le préfet cherchent une solution : un nouveau président ? Oui, mais lequel. La redéfinition du périmètre ? Un sujet difficile. On attend ; réponse fin juin.*

*triment du projet havrais", dit-il dans Paris-Normandie.*

- En guise de réponse, Hervé Morin rappelle que la construction de l'usine de Cherbourg est engagée alors que les usines havraises sont toujours dans les limbes ; il considère aussi que la renégociation des prix "remet tout à plat" ; entre Cherbourg et Le Havre, il préfère tenir que courir.

*Mon commentaire : le consortium fait monter la pression, les Normands se divisent, la solution est entre les mains du gouvernement.*

## • L'hydrogène vert d'H2V Product.

Annoncé il y a un an, le projet de construction d'une usine d'hydrogène "vert" à Port-Jérôme-sur-Seine, porté par H2V Product, a été accueilli avec intérêt (500 M€ d'investissement sont en jeu) et scepticisme (quel est le modèle économique ?) par le microcosme normand.

- "Nous avançons rapidement, explique Lucien Mallet, le président de l'entreprise, nous travaillons à la mise au point de notre design industriel, nous consultons les fournisseurs potentiels (NDLR - Thyssen, Siemens, McPhy, ITM Power), notre choix sera fait à l'automne et nous déposerons notre demande de permis de construire avant la fin de l'année..."
- Son instruction demandera 9 mois ; H2V est au contact des services de l'État, si le PC est obtenu fin 2019, l'usine pourrait fonctionner en 2022.

Mais là n'est pas le plus important. Pour Lucien Mallet, c'est la mise au point du modèle économique.

- "30% de la production de Port-Jérôme sera injecté dans le réseau gaz, c'est la solution du "power to gas", le reste pourra être vendu aux industriels de la ZIP intéressés par notre hydrogène "vert" qui remplacera leur hydrogène "gris". C'est possible à une condition : obtenir une aide de Bercy pour compenser la différence de prix..."
- Derrière, il y a un autre enjeu, stratégique celui-là pour le pays tout entier : l'hydrogène carburant. "C'est le pétrole de demain, une prise de conscience planétaire est en train de s'opérer, la France a de nombreux atouts, elle peut devenir l'Arabie Saoudite de l'hydrogène..." C'est pour cette raison qu'H2V Product voit grand : 3 usines en France pour 1,5 Md€ d'investissement (Port-Jérôme, Dunkerque, Marseille) et des contacts industriels engagés ou en préparation avec l'Arabie Saoudite, la Chine et l'Inde.

Mais là encore, tout va dépendre de l'État. Lucien Mallet est impatient de connaître les orientations du "Plan hydrogène" qui sera présenté dans

## Et pendant ce temps-là...

### • L'Armada 2019, "un accélérateur de notre économie".

L'une des grandes qualités de Rouen Normandy Invest (RNI), l'agence de développement économique de la Métropole, est sa capacité à rassembler tous les acteurs politiques, administratifs et professionnels de son territoire pour les "mettre en communauté".

- On l'a vu en février dernier, lors de la présentation de l'étude IFOP sur l'image de Rouen ; de très nombreux chefs d'entreprise ont répondu à son appel ; beaucoup d'élus aussi ; au coeur de leurs réflexions, la valorisation de l'écosystème métropolitain avec, en filigrane, une seule nécessité : "pour réussir, il faut agir ensemble et non pas de façon séparée..."
- Cet appel à l'action collective est aujourd'hui relancé par RNI pour l'Armada de 2019. Complémentairement aux actions individuelles des entreprises pour accueillir leurs clients, l'agence propose d'organiser et de structurer l'accueil des VIP afin d'accroître les retombées économiques de l'événement. "Par exemple, on pourra organiser des business tours afin de présenter les différents atouts du territoire, explique France Burgy, la directrice de RNI, on pourra aussi créer un outil d'intégration afin de coordonner les différentes initiatives et d'en accroître l'efficacité".

Tout cela sera présenté le 13 juin à Rouen, au cours d'une soirée "Investir l'Armada", une soirée à ne pas rater pour bénéficier de "l'effet RNI".

### Hervé Morin enfonce le clou.

En déplacement en Corse, où il est apprécié de Gilles Siméoni et de Jean-Guy Talamoni, Hervé Morin a réclamé - le 3 mai - que soit reconnu dans la constitution "le droit à la différenciation des collectivités".

- Sur le site de "Corse Net Infos", il a illustré ses propos, en prenant l'exemple de la Normandie. "Pour ma région, explique-t-il, je suis demandeur pour récupérer l'autorité sur les grands ports maritimes parce que l'État n'a jamais eu de politique maritime digne de ce nom. La Normandie aurait intérêt à ce que la région prenne en main ce sujet..."

- Puis le président de l'ARF a transposé sa position à la Corse : "pour l'île, il y a la nécessité de reconnaître un pouvoir législatif délégué, un pouvoir réglementaire et des compétences particulières..." Les indépendantistes ont apprécié.

*Commentaire : Hervé Morin devient la figure emblématique du bras de fer État/Régions. En visite à Anvers, le 2 mai, il a publiquement critiqué la gestion du port du Havre par l'État et salué l'exemple anversoïse.*

### Agnès Firmin-Le Bodo.

Au Havre, celle qui a succédé à Édouard Philippe comme députée de la 7<sup>e</sup> circonscription travaille aujourd'hui à structurer en Normandie "Agir", le nouveau parti qui rassemble "les constructifs" hostiles à Laurent Vauquiez et favorables à Emmanuel Macron.

*À noter : elle organisera une première rencontre début juin, en Seine-Maritime, mais toute la Normandie sera rapidement concernée.*

### Embouteillage sénatorial.

Depuis l'annulation de l'élection dans l'Orne de Sébastien Leroux (LR) au Sénat, tout le monde se presse pour le remplacer.

- Avec l'appui de LR, Vincent Segouin, maire de Bellême, se présente.

- Mais l'ancien préfet de l'Orne Bertrand Maréchaux, a décidé d'y aller "sans étiquette".

Alain Lambert, lui, espère toujours que Sébastien Leroux (son poulain) pourra se représenter. L'élection est prévue le 1<sup>er</sup> juillet.

quelques jours par Nicolas Hulot, des orientations qui seront aussi "discutées et négociées" par Bercy d'ici à la fin de l'année.

*Mon commentaire : L'État va-t-il encourager le développement de l'hydrogène-carburant en soutenant ses producteurs ? Si oui, comment et à quel niveau ? Là encore, c'est le gouvernement qui décide. Lucien Mallet espère de bonnes réponses, si la France décide de devenir l'Arabie-Saoudite de l'hydrogène-carburant, il est convaincu qu'il bouclera rapidement le financement de ces deux premières usines : Port-Jérôme et Dunkerque.*

### • Les hydroliennes d'Atlantis.

C'est le dernier projet en date. Directeur général d'Atlantis Resources (Singapour), Timothy Cornelius a de grandes ambitions pour le site du Raz Blanchard dont il veut faire le berceau de la filière "hydrolienne" en France. Mais, pour cela, il a besoin du soutien du gouvernement.

- Citation : "Avec le Raz Blanchard, la France est assise sur une mine d'or. L'industrie "des courants de marée" entre désormais dans sa phase de commercialisation /.../ Notre projet consiste à développer cette industrie en France, en attirant les investissements pour établir une chaîne d'approvisionnement capable de fournir 1 000 turbines ainsi que tous les équipements associés. Avec le soutien du gouvernement français, nous pourrions intervenir pour exploiter cette énergie, créer des emplois et stimuler le développement des régions Normandie et Bretagne."

- Sur le papier, le projet est séduisant : Atlantis voudrait construire une première usine marémotrice de 1 GW d'ici à 2025, avec la possibilité de "la monter à 2 GW" rapidement, ce qui se traduirait par un investissement de 3,3 Md€ et la création de 10 000 emplois. Les responsables du groupe "surfent" naturellement sur la volonté du gouvernement français de développer les EMR et de repérer tous les sites favorables à leur exploitation.

- 3,3 Md€ d'investissement, 10 000 emplois... évidemment, on a envie d'y croire. Point positif : Atlantis est un opérateur connu (avec une première référence en Écosse), qui s'intéresse depuis plus d'un an au marché français de l'hydrolien ; notre confrère "Le Marin" note la satisfaction de Marc Lafosse, un représentant du Syndicat des énergies renouvelables : "c'est une bonne nouvelle pour le marché français qu'Atlantis Resources veuille y investir et y créer des emplois..."

*Mon commentaire : là encore, tout va dépendre des discussions techniques et financières engagées avec le gouvernement ; Sébastien Lecornu est au courant, Timothy Cornelius veut aller vite ; le 25 avril, les premiers contacts ont été pris avec les services de la préfète Fabienne Buccio (SGAR, DREAL, DDTM...), leur impression a été favorable : opérateur crédible, projet sérieux.*

### Et pendant ce temps-là...

#### • Utilité du Département : la preuve par JLD.

Avec constance et persévérance, Jean-Léonce Dupont, président du Département du Calvados, continue de démontrer l'utilité de sa collectivité pour les territoires en signant ses propres contrats de développement avec les EPCI.

- Il vient encore de le faire avec le contrat départemental de l'Intercom de la Vire au Noireau, signé avec Marc Andreu Sabater, le 25 avril dernier, un contrat qui couvre la période 2017-2021.

- 4,5 M€ de subventions sont ainsi contractualisés, mais l'apport du Département ne s'arrête pas là puisque 20 M€ sont concomitamment fléchés pour financer des projets relevant de sa compétence directe dans toutes les communes concernées. Au total, le Département investit donc 25 M€.

*Ce contrat illustre la démarche "Calvados Territoires 2025", lancée par Jean-Léonce Dupont pour aider les projets locaux qui s'inscrivent dans "une vision globale et stratégique du territoire" ; 355 M€ y seront consacrés d'ici à 2021 ; une façon de rappeler à Hervé Morin que la Région n'a pas le monopole de la contractualisation territoriale et que les Départements sont toujours présents.*

## Acome innove avec la Région.

Leader sur les marchés de l'automobile, des réseaux data, des infrastructures télécoms et du bâtiment, ACOME (Romagny - 50) va recevoir une aide de 1,4 M€ de la Région Normandie au titre de son dispositif "Impulsion Innovation" pour son projet de développement lié à la mobilité connectée. Coût estimé : 4,5 M€.

- ACOME est le spécialiste des câbles de haute technicité dans les télécoms et l'automobile. C'est aussi la première SCOP de France. Le site de Romagny est l'un des plus importants d'Europe : la société y réunit ses capacités de production, de recherche et de développement.

À savoir : la mobilité connectée concerne autant les véhicules et leur système de câblage embarqué que les infrastructures de télécommunication THD qui seront nécessaires aux communications entre les automobiles et les routes dites "intelligentes". ACOME cherche à développer les futurs systèmes de câblage pour faciliter l'échange de données des infrastructures vers le véhicule (I2V), du véhicule vers l'infrastructure (V2I), mais aussi entre les véhicules (V2V) ou à l'intérieur même du véhicule. À suivre...



### **Vous voulez vous abonner ?**

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)



Lettre hebdomadaire éditée par :

#### **Chroniques et Actions**

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

#### **Directeur de la publication :**

Bertrand Tierce

#### **Rédacteur en chef :**

Bertrand Tierce

**Abonnement** : 250 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

#### **Chroniques et Actions**

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

## Positif.

### Contrat de territoire Seine-Eure : le modèle à suivre

Le contrat de territoire de Seine-Eure Agglo (Louviers - 27), signé par Bernard Leroy et Hervé Morin, le 20 avril dernier, est - à l'évidence - un modèle à suivre pour tous les EPCI qui négocient encore le leur.

- Car contrairement à d'autres contrats, qui se contentent d'ajouter des fiches-projets d'intérêt "municipal", celui-ci est résolument régional puisqu'il valorise les réponses apportées par l'agglomération aux grands enjeux de la Normandie : c'est ce que souhaite Hervé Morin.

- À sa lecture, on comprend que Seine Eure est un territoire d'avancées et d'expérimentations et que la réussite de ses projets sera bonne pour l'axe Seine, l'industrie du futur, la haute qualité de vie, et la protection de l'environnement, autant de défis que la Région souhaite relever.

Commentaire : l'autre jour, le président Bernard Leroy a eu raison d'expliquer à Hervé Morin que son agglomération est le "show-room" des grandes politiques régionales : "ce qui est bon pour Seine Eure est bon pour la Normandie tout entière".

### Démonstration avec l'économie.

Pour l'attractivité économique, Seine-Eure va continuer à aménager des parcs d'activités de qualité pour répondre à la pénurie de terrains en vallée de Seine ; à reconquérir des friches industrielles pour accompagner la transition économique normande et redynamiser les villes.

- L'industrie du futur est également sa priorité avec l'aménagement du HUB, ce site, de 9 ha et 18 000 m<sup>2</sup> de bâti, qui abrite depuis décembre dernier, La Filature, le plus grand espace de co-working de Normandie.

- Le contrat prévoit l'aménagement d'une pépinière d'entreprises numériques, une halle d'exposition et de congrès, une maison des entreprises, et un hôtel d'entreprise. L'agglo. confirme ainsi sa vocation de terre d'innovation, en phase avec ses leaders mondiaux : Schneider Electric vient notamment d'y inaugurer son site vitrine du groupe pour l'industrie du futur.

Mon commentaire : la Région soutient fortement cette "préparation de l'avenir", en particulier Le Hub, l'EcoParc 4, la ZAC des Portes, les projets de requalification de friches. Elle y consacre l'essentiel des 21 M€ qu'elle dédie au contrat. D'autres partenaires vont également participer (Département, État, Europe) pour un montant d'environ 60,9 M€. Rappelons que les 60 projets structurants retenus par Seine-Eure sont estimés à 144 M€.

## Et pendant ce temps-là...

### • Reconversion de Lactalis (76)

À Longueville-sur-Scie (76), les anciens bâtiments du site Lactalis vont être rasés pour faire place à deux projets d'entreprises. Le premier projet porté par Neowat concerne l'installation d'une unité de production d'énergie à partir de biomasse, avec une production prévue de 1,2 MW d'électricité. Le second projet porté par Christophe Lebas, entrepreneur, concerne l'implantation d'un site de fabrication de pellets à partir de résidus de déchets. La parcelle doit également accueillir des logements et fera l'objet d'aménagements paysagers.

### • Relocalisation d'Orientis Gourmet (76)

Orientis Gourmet (Kusmi Tea et Løv Organic) souhaite rapatrier du Maroc les opérations de reconditionnement en sachet de ses thés et investit 3M€ dans son usine de Saint-Vigor-d'Ymonville (76) afin d'automatiser la production de 50 millions de sachets.

### • Modernisation de Saint-Louis-Sucre (27)

Après la rénovation de sa chaudière (10 M€), en cours d'installation, Saint-Louis-Sucre d'Etrépagny (27) procède à de nouveaux investissements (3 M€) destinés à la construction d'un sixième bac à sirop d'une capacité de 40 000 m<sup>3</sup> qui permettra d'augmenter la capacité de stockage de sirop de 30 % sur le site.